



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Santé

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:
18 DEC. 2015

Luxembourg, le 18 décembre 2015

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
Service Central de Législation
43, boulevard F.D. Roosevelt
L - 2450 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe une réponse à la question parlementaire no 1585 du 20 novembre 2015 de Madame la Députée Nancy ARENDT.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma parfaite considération.

La Ministre de la Santé,


Lydia MUTSCH



**Réponse à la question parlementaire no 1585 de Madame la Députée Nancy ARENDT
concernant les troubles alimentaires (échéance le 21.12.2015)**

Les équipes de la médecine scolaire interviennent au niveau de l'enseignement secondaire, collaborent étroitement avec les équipes des SPOS pour le dépistage et la prise en charge précoce des troubles alimentaires chez les élèves et ceci de façon systématique durant les dernières années.

Ainsi la médecine scolaire a diagnostiqué sur un chiffre total de 8933 filles examinées (3159 scolarisées dans l'enseignement secondaire classique, 5774 scolarisées dans l'enseignement secondaire technique), 46 filles avec une insuffisance de poids pour l'année scolaire 2013/2014. 24 de celles-ci ont reçu un avis médical pour orientation vers un médecin traitant pour diagnostic ou suivi. Les autres (22 filles) seront revues dans les mois ou l'année suivante pour surveillance de l'évolution de la courbe de poids.

Sur un chiffre total de 8941 garçons examinés (2713 scolarisés dans l'enseignement secondaire classique, 6228 scolarisés dans l'enseignement secondaire technique), 50 garçons présentent une insuffisance de poids durant l'année scolaire 2013/2014, dont 20 ont reçu un avis médical d'orientation vers un médecin traitant. Il s'agit effectivement de différencier que les chiffres élevés chez les garçons en 6^{ième} de l'enseignement classique (13), respectivement en 7^{ième} de l'enseignement technique (14) n'indiquent pas des insuffisances de poids d'ordre anorexique, mais sont signe d'une disproportion en période de croissance.

La situation est différente chez les filles, auprès desquelles en 2^{ième} et en 11^{ième} les avis concernant des soucis réels d'évolution anorexique pour orientation vers un suivi psychiatrique ou psychothérapeutique est donnée dans 5, respectivement 7 cas.

Parmi les garçons en 2^{ième} et en 11^{ième}, l'orientation pour avis médical s'est faite dans 2 cas. Ces chiffres confirment que les troubles graves de l'alimentation touchent beaucoup plus souvent les jeunes filles.

Le traitement de ces troubles est pour la plupart très long et nécessite une prise en charge par des professionnels travaillant de façon cohérente et pluridisciplinaire. Les jeunes présentant ce type de trouble peuvent être pris en charge suivant l'âge par l'équipe pédiatrique et pédopsychiatrique du Centre Hospitalier de Luxembourg ou par le service de psychiatrie juvénile des Hôpitaux Robert Schuman, qui travaille en étroite collaboration avec l'équipe pédiatrique du Kirchberg.

Les troubles alimentaires, dont font partie l'anorexie et la boulimie, ne sont pas des maladies qui se trouvent parmi celles à déclaration obligatoire. Dès lors nous ne possédons pas les chiffres exacts recensant les troubles alimentaires, à part les chiffres recensés de la médecine scolaire. Les formes moins graves peuvent être prises en charge de façon ambulatoire, e.a. à la Clinique des troubles émotionnels du CHL depuis 2001, ou être suivis par des professionnels dans ce domaine travaillant en ambulatoire.

Les traitements stationnaires ou en hôpital de jour, au Luxembourg et à l'étranger, aussi bien dans le domaine infanto-juvénile, que dans le domaine adulte, ainsi que les consultations médicales ambulatoires pour les troubles alimentaires sont en principe pris en charge par les organismes de sécurité sociale.

On peut s'attendre que suite à la loi portant création de la profession de psychothérapeute et suite à l'introduction d'une nomenclature dans le futur, les psychothérapies pour troubles alimentaires par les psychothérapeutes pourraient également être prises en charge par les mêmes organismes.